

**Climat - Accord de Paris - Émission  
de l'obligation verte - Communiqué  
de presse conjoint du ministère de  
l'environnement, de l'énergie et de  
la mer et du ministère de l'économie  
et des finances**

(Paris, 24 janvier 2017)

Madame Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, et Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, se félicitent de l'émission opérée par l'Agence France Trésor de la première obligation verte souveraine de l'État français. Au cours de cette transaction inaugurale, la France a emprunté 7 milliards d'euros, pour financer la transition énergétique au travers de cette OAT verte de maturité 22 ans. Elle réalise ainsi l'émission la plus importante en taille et la plus longue en maturité jamais observée sur le jeune marché des «green bonds» mais également la plus importante émission inaugurale en taille de son histoire.

Tout en finançant la transition écologique et énergétique, la France continue par ailleurs à minimiser sa charge d'intérêt pour les années futures grâce à un taux à l'émission de 1,741%, soit un niveau inférieur au taux moyen de l'encours de la dette au 31 décembre 2016 de 2,0% pour une maturité moyenne de 7 ans et demi. En outre, la France démontre que financer la transition énergétique peut se faire sans surcoût puisque les conditions d'émission de cette OAT verte sont comparables en termes de prix à celles d'une nouvelle OAT classique.

La demande totale a atteint un montant exceptionnel de plus de 23 milliards d'euros, et émane d'une large variété d'investisseurs internationaux, européens et français, intéressés par les titres de dette française à long terme comme par les caractéristiques environnementales innovantes de cette obligation. En participant à cette opération, ces investisseurs manifestent ainsi leur confiance dans la signature de la France, et dans la robustesse de ses engagements en faveur de la transition écologique et énergétique.

En devenant le premier État au monde à émettre un emprunt vert pour une taille de référence, la France confirme ainsi son rôle moteur dans la mise en oeuvre des ambitions de l'Accord de Paris sur le Climat de décembre 2015. Désormais devenu un acteur majeur du marché des obligations vertes, l'État français permet d'accélérer son développement, en lui apportant liquidité et profondeur, et contribue à y définir des standards ambitieux, pour faire de Paris la place financière de référence dans l'accompagnement de la transition écologique et énergétique.

Pour Ségolène Royal, «le résultat de l'opération montre que la France est reconnue comme un grand État vert, avec un cadre crédible et robuste pour mettre en oeuvre l'Accord de Paris».

Pour Michel Sapin, «par la réussite de cette opération exceptionnelle, l'État démontre sa

détermination à faire de Paris la place de référence en matière de finance verte»./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)